

► Comprendre que, dans les sociétés démocratiques, l'École transmet des savoirs et vise à favoriser l'égalité des chances

• L'école transmet des savoirs, des savoir-faire, des savoir-être et est un agent de socialisation majeur

L'école transmet des savoirs et des compétences. Les connaissances et les compétences attendues sont définies par les programmes officiels. Les savoirs et compétences acquis à l'école doivent permettre en principe à chaque individu d'obtenir un diplôme et par la suite d'être inséré dans un univers professionnel.

• L'école favorise l'égalité des chances

Ainsi, par la transmission de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être, l'école cherche à favoriser l'égalité des chances : en accordant les mêmes chances, les mêmes opportunités à tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, l'École cherche à effacer l'effet de l'héritage familial au profit du mérite individuel.

C'est Alexis de Tocqueville qui a défini dès 1835 les trois dimensions de l'idéal égalitaire au fondement d'une société démocratique à savoir :

- L'égalité des droits : la loi est la même pour tous

- L'égalité des chances : Dans une société où les positions sont inégales, on peut souhaiter que la distribution de ces positions ne se fasse pas de façon arbitraire mais qu'elle se fasse sur la seule base des mérites individuels. L'égalité des chances désigne l'égalité des possibilités (ou équiprobabilité) d'accès aux diverses positions sociales quels que soient l'origine sociale, le sexe, l'âge, l'origine ethnique etc d'un individu. Par conséquent, dans un état social où régnerait l'égalité des chances, alors la hiérarchie des positions sociales se calquerait sur celle des qualités individuelles –dons et mérites confondus –(méritocratie).

- L'égalité de respect des statuts sociaux : indépendamment des inégalités économiques et sociales qui sont inhérentes à toute société humaine, les individus perçoivent les statuts sociaux qu'ils occupent comme égaux.

Ainsi, en transmettant des savoirs, l'École vise ainsi à favoriser l'égalité des chances : en accordant les mêmes chances, les mêmes opportunités, à tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, l'École cherche à effacer l'effet de l'héritage familial au profit du mérite individuel.

• Les mesures prises par l'École pour favoriser l'égalité des chances

L'État a mis en place plusieurs mesures pour favoriser l'égalité des chances parmi lesquelles on peut citer : Le caractère obligatoire et la gratuité de l'école ; la mixité de l'école ; le collège unique ; la diversification des parcours et des filières ; la hausse des dépenses intérieures d'éducation ; les mesures de discriminations positives telles que : Création des Zones d'Education Prioritaire (ZEP) remplacées par les Réseaux d'Education Prioritaire (REP) ; Dédoublés des CP et des CE1 dans les REP ; bourses scolaires etc.

► Comprendre l'évolution depuis les années 1950 des principaux indicateurs mesurant l'accès à l'école et à l'enseignement supérieur (taux de scolarisation, taux d'accès à un diplôme ou à un type de formation) en distinguant les processus de massification et de démocratisation.

• La massification du système scolaire français sous la Vème République

Le système scolaire français a connu sous la Vème République une massification spectaculaire. Cette massification est caractérisée notamment par un allongement de la durée des études et par l'accès d'une large partie de la population à un niveau de qualification élevé, qui était auparavant réservé à une minorité d'élèves généralement issus des catégories sociales les plus privilégiées.

En effet, jusqu'à la fin des années 1950, le système scolaire était fondé sur la stricte séparation de deux ordres d'enseignement : primaire et secondaire. Une très grande majorité des jeunes arrêtaient leurs études à l'issue de l'actuel CM2 après avoir éventuellement obtenu leur Certificat d'Etudes Primaires. L'enseignement secondaire reste à cette époque un ordre d'enseignement culturellement et socialement ségrégué. Toutefois, plusieurs mesures telles que notamment l'allongement de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans en 1959 et la loi Haby sur le Collège unique de 1975 (désormais à l'issue du CM2 tous les enfants ayant atteint les objectifs de l'école élémentaire poursuivent leur scolarité au collège) etc. ont permis d'accroître le nombre de collégiens puis de lycéens. Les taux de scolarisation des jeunes âgés de 12 à 18 ans ont ainsi fortement progressé. Il en est de même pour la part des bacheliers dans une même génération.

Par ailleurs, la massification du collège puis du lycée a entraîné une massification de l'enseignement supérieur. Le taux de scolarisation des jeunes âgés de plus de 16 ans a progressé, de même le nombre d'étudiants a fortement augmenté. Ainsi, le taux d'accès à un diplôme tel que le baccalauréat ou encore un diplôme de l'enseignement supérieur a également fortement augmenté.

Au final, force est de constater qu'au cœur du modèle de l'école moderne se trouvent désormais les idéaux d'égalité et de méritocratie, c'est-à-dire la volonté de ne reconnaître comme légitimes, dans les sociétés démocratiques, que les inégalités liées à la valeur de chacun telle qu'elle peut être évaluée par les épreuves scolaires. À ces visions de l'égalité et du mérite ont donc correspondu, à partir des années 50, des politiques de massification de l'enseignement ou encore de « démocratisation quantitative de l'enseignement » c'est-à-dire d'ouverture progressive du système de l'enseignement à des couches sociales qui en étaient autrefois exclues.

- **Une démocratisation à nuancer**

Si les sociologues s'accordent à penser que le système scolaire s'est massifié (« démocratisation quantitative »), la démocratisation qualitative de notre système scolaire est beaucoup plus nuancée.

En effet, on constate de nombreuses inégalités scolaires entre les enfants issus de milieux sociaux différents. Ainsi et par exemple, le taux d'obtention du baccalauréat est beaucoup plus élevé pour les enfants de cadres supérieurs que pour les enfants d'ouvriers. De même, parmi les étudiants, les enfants de cadres sont numériquement sur-représentés par rapport à la part que ces derniers représentent dans la population des jeunes ; alors même que les enfants d'ouvriers sont sous-représentés. Par ailleurs, alors que les enfants de cadres sont sur-représentés dans les filières longues et prestigieuses et sous-représentés dans les filières courtes et professionnalisantes ; c'est l'inverse pour les enfants d'ouvriers.

Pour le linguiste Alain BENTOLILA, avec la réforme du Collège unique, et donc au moment où s'est levée la barrière de la sélection, qui était profondément injuste et cruelle, il aurait fallu que l'école se transforme en profondeur dans ses contenus, sa pédagogie, la formation de ses enseignants et ses finalités professionnelles. Mais elle est restée quasiment identique à elle-même. Par conséquent, si l'école a réussi sa massification (« démocratisation quantitative ») elle a raté sa démocratisation qualitative qui aurait impliquée l'affaiblissement du lien statistique entre origine sociale et destin scolaire.

Par ailleurs, on observe également des inégalités d'orientation scolaire en fonction du genre. En effet, si les filles réussissent mieux que les garçons dans les études secondaires, force est de constater qu'elles s'autoexcluent, et sont donc sous-représentées dans les filières scientifiques ainsi que dans les filières prestigieuses et valorisées.

► Comprendre la multiplicité des facteurs d'inégalités de réussite scolaire (notamment, rôle de l'État, rôle du capital culturel et des investissements familiaux, socialisation selon le genre, effets des stratégies des ménages) dans la construction des trajectoires individuelles de formation.

- **Le rôle de l'État dans les inégalités scolaires et dans la construction des trajectoires individuelles de formation**

Les attentes du système scolaire sont en adéquation avec l'habitus de la classe dominante

Pour Pierre BOURDIEU, le système scolaire fonctionne sous le couvert de l'idéologie du "don naturel". C'est à dire qu'a priori les élèves ne sont sanctionnés que sur leur seul mérite c'est-à-dire qu'à partir de leurs aptitudes intellectuelles et de leurs efforts. Or, il n'en est rien puisqu'en fait, selon lui, les attentes du système scolaire sont en adéquation avec l'habitus de la classe dominante. Ce phénomène s'explique en partie par une composante linguistique de l'habitus et en partie par une composante culturelle de celui-ci. En effet, d'une part pour Pierre BOURDIEU les élèves ne sont pas égaux face au discours professoral, puisque seuls les élèves dont les familles sont fortement dotées en capital culturel maîtriseront les codes linguistiques (niveau de langage, vocabulaire, ...) adoptés par les enseignants. Ainsi, les pratiques linguistiques familiales, intégrées au capital culturel jouent un rôle discriminatoire en matière de résultats scolaires c'est-à-dire que pour certaines PCS l'acquisition de la culture scolaire devient acculturation (enfants d'ouvriers, d'employés notamment). D'autre part, le système scolaire attend des élèves qu'ils maîtrisent un ensemble d'œuvres littéraires reconnues comme classiques. Or, en fonction de leur milieu d'appartenance et de l'habitus dont ils auront hérité les élèves seront donc conduits à aimer ou non de tels ouvrages ...

Autrement dit, pour Pierre BOURDIEU les classes dominantes utilisent l'École pour mettre en œuvre leurs stratégies collectives de reproduction sociale. L'École affiche une autonomie par rapport aux différentes cultures de classe. Pourtant, elle valorise des compétences extra-scolaires acquises dans le cadre familial : le langage, le mode de raisonnement, la culture générale. De plus, l'habitus des enfants des classes dominantes, « le principe générateur et organisateur de pratiques et de représentations sociales », est en affinité élective avec celui des enseignants. Les élèves qui réussissent ne sont pas ceux qui le méritent mais ceux qui héritent d'un capital culturel. En étant « indifférente aux différences », l'École légitime les inégalités sociales en laissant croire que l'échec scolaire est lié à des propriétés intellectuelles et non sociales. Elle est une instance de reproduction sociale qui permet aux classes dominantes de maintenir leur domination de génération en génération

Effet établissement et effet classe.

L'école repose sur un idéal démocratique. Cependant le mérite n'est pas un critère de classement neutre car le fonctionnement de l'école peut reproduire voire renforcer les inégalités sociales préexistantes.

Les sociologues mettent notamment en exergue l'existence d'effets d'établissement. En effet, force est de constater que les établissements scolaires tendent à concentrer des populations homogènes du point de vue de l'origine sociale. Cela peut entraîner

un phénomène de ségrégation sociale qui vient se cumuler aux caractéristiques socioéconomiques des élèves engendrant ainsi les inégalités scolaires.

Cette ségrégation ne s'exerce pas seulement entre établissements ; elle se joue aussi dans la composition même des classes dans un même établissement (classe de niveau, jeu des options, classes européennes ...) ou encore de la taille du groupe classe. Ainsi, la composition de certaines classes favorise une ambiance propice au travail et à la réussite des élèves et des progrès. De même, un groupe de classe réduit favorise là encore des progrès. À l'inverse certaines compositions de classe ou des groupes trop chargés peuvent nuire aux progrès et à la réussite.

• Le rôle du capital culturel dans les inégalités scolaires et dans la construction des trajectoires individuelles de formation

Selon Pierre BOURDIEU les familles issues des classes sociales dominantes mettent en œuvre des stratégies de reproduction afin de se perpétuer. De génération en génération, les familles cherchent à maintenir ou à améliorer leur position sociale. Pour cela, elles transmettent leur capital à leurs enfants. Jusqu'au début du XXe siècle, les familles assuraient leur reproduction sociale en transmettant leur capital économique (par exemple la transmission de l'entreprise). Elles s'appuyaient également sur des stratégies matrimoniales. Puis, à partir des *Trente Glorieuses*, le diplôme est progressivement devenu le passeport indispensable à l'obtention des emplois. Et de fait, le « nouveau capital » à transmettre est désormais le capital culturel.

Plus précisément, selon Pierre BOURDIEU, la structure des classes sociales repose sur la mobilisation de trois grandes ressources analysées en termes de capital :

- le capital économique qui peut se définir comme l'ensemble des ressources patrimoniales (terres, biens immobiliers, portefeuilles financiers), auxquelles s'ajoutent les revenus tirés du patrimoine (loyers, intérêts, dividendes) et les revenus d'activité (salaires honoraires, bénéfices industriels et commerciaux).

- le capital social qui peut se définir comme l'ensemble des relations privilégiées (réseaux d'entraide), mobilisables par les acteurs ou les groupes d'acteurs à des fins socialement utiles.

- le capital culturel qui peut se définir comme l'ensemble des ressources culturelles que celles-ci soient incorporées (langage, capacités intellectuelles, savoirs), celui-ci découle donc en partie de la socialisation au sein du groupe familial, mais également certifiées (titres et diplômes) ou encore objectivées (possession d'objets culturels tels que les livres et l'accès aux médias)

Tout individu hérite de ces capitaux mobilisables de génération en génération. Ainsi, pour Pierre BOURDIEU la famille est au cœur de la reproduction sociale, de par ce qu'elle transmet à ses enfants. Elle contribue à la perpétuation des statuts et de la stratification sociale existante. En particulier, les familles aisées transmettent à leurs enfants un capital culturel (Maîtrise de la langue, goût et proximité avec la culture scolaire, habitudes comme la lecture ou la fréquentation des musées, etc.) pouvant être réinvesti à l'école et engendrer des inégalités de réussite scolaire. Enfin, les familles peuvent mettre en œuvre des stratégies de conversion de capital économique en capital culturel par le biais de cours particuliers et le financement de longues études.

• Le rôle des investissements familiaux dans les inégalités scolaires et dans la construction des trajectoires individuelles de formation

Dans l'analyse de Pierre BOURDIEU, seules les familles des classes dominantes semblent conscientes des enjeux liés à la détention des diplômes et le système scolaire favorise leurs stratégies de reproduction sociale. Pourtant, la réussite scolaire d'enfants issus de milieux populaires existe et d'autres types de famille mettent en œuvre de véritables stratégies scolaires.

Premièrement, avec la tertiairisation de l'économie et la massification de l'Ecole, les parents de milieux populaires prennent davantage conscience de l'importance du diplôme et incitent de plus en plus leurs enfants à poursuivre leur scolarité. Ainsi, au fil des générations les parents d'ouvriers poussent de plus en plus leurs enfants à continuer leurs études. Les familles ouvrières ont compris que le diplôme était le seul moyen de sortir de sa condition lorsque l'on appartient aux catégories populaires.

Deuxièmement, de nombreuses études montrent que les parents des classes moyennes sont très actifs dans la réussite scolaire de leurs enfants. Ainsi, les familles des classes moyennes réalisent-elles un investissement en capital humain afin que leurs enfants obtiennent un diplôme rentable sur le marché du travail. Par des stratégies de financement de cours particuliers, de cours de soutien ou d'approfondissement, de stages linguistiques intensifs

• Le rôle des effets de stratégies des ménages dans les inégalités scolaires et dans la construction des trajectoires individuelles de formation

Raymond BOUDON, dans ses travaux, montre que l'école n'est pas l'endroit où l'on fabrique les inégalités. Il n'y a pas de liaison simple et mécanique entre les inégalités scolaires et les inégalités sociales, notamment celles de capital culturel. Pour lui, c'est dans le cadre du groupe familial que naissent ou non les ambitions scolaires ou universitaires qui déterminent la scolarisation de l'enfant. Le statut du groupe familial va influencer les "chances de survies" de l'enfant aux différents stades du système éducatif. Selon lui, les coûts, les avantages et les risques de l'investissement scolaire sont appréciés de façon variable selon les milieux sociaux.

- Le rendement escompté du diplôme sert le plus souvent à évaluer les avantages ;
- Les coûts sont d'ordre financier et sont liés aux frais des études ainsi qu'au coût d'opportunité attaché au fait de faire des études (et donc de ne pas être un actif occupé rémunéré) ;
- Les risques tiennent à l'échec scolaire.

Selon Raymond BOUDON la famille oriente donc sa décision en termes de poursuites d'études à partir du bénéfice escompté, de la motivation pour l'école et des coûts anticipés.

Or, les coûts ont toutes les chances d'être plus lourds dans des milieux défavorisés. De même, les familles défavorisées vont avoir tendance à percevoir comme élevés les risques d'échec scolaire. De plus, la motivation pour l'école a des chances d'être faible dans les milieux défavorisés qui connaissent mal le rendement qu'un individu peut tirer d'un diplôme. Ainsi, l'idée selon laquelle un bon niveau scolaire est indispensable à la réussite professionnelle est faible dans les milieux défavorisés. Les bénéfices liés à l'école tendent à être d'autant plus bas que le rang social de la famille est plus bas. Dans les milieux défavorisés les bénéfices escomptés de l'école sont plus faibles que les coûts anticipés ce qui amène les familles à privilégier des études courtes et professionnalisantes.

À l'inverse, les coûts sont plus faibles dans les milieux favorisés lesquels vont par ailleurs percevoir comme faibles les risques de l'échec scolaire. La motivation pour l'école sera forte dans les milieux favorisés L'idée selon laquelle un bon niveau scolaire est indispensable à la réussite professionnelle est importante dans les milieux favorisés. Les bénéfices liés à l'école tendent à être perçus d'autant plus hauts que le rang de la famille est haut. Dans les milieux favorisés les bénéfices escomptés de l'école sont plus forts que les coûts anticipés ce qui amène les familles à privilégier des études longues et prestigieuses.

• Le rôle de la socialisation selon le genre dans les inégalités scolaires et dans la construction des trajectoires individuelles de formation

Force est de constater qu'il s'opère une socialisation différentielle en fonction des sexes. Dès la naissance, les attentes et les réactions des parents ne sont pas les mêmes selon le genre de l'enfant. Par ailleurs, les jouets dits de garçons vont éveiller chez eux la pratique d'activités extérieures tandis que les jouets dits de fille vont davantage les éveiller aux tâches intérieures et domestiques. De même, les déguisements dits de fille développent chez elles le mythe de l'attente ; tandis que les déguisements dits de garçons développent chez eux le mythe du héros. Les valeurs privilégiées chez les garçons sont des valeurs d'action (leadership, argent, courage etc.) tandis que les valeurs privilégiées chez les filles sont davantage des valeurs d'émotion. De même les sports et les jeux masculinisés sont souvent des sports d'extérieur dans lesquels l'esprit de compétition prend une place importante ; tandis que les sports et les jeux féminisés se pratiquent souvent dans des espaces plus restreints et éveillent moins à la compétition.

Dès lors, force est de constater que les filles développent des qualités plus relationnelles et plus conformes à celles attendues dans le système scolaire (écoute, obéissance, travail etc) qui expliquent leur meilleure réussite scolaire par une meilleure adaptation au système. À l'inverse, la socialisation des garçons développerait une culture différente avec notamment des dispositions à la compétition qui constitueraient un avantage notable dès lors qu'il s'agit de se faire une place dans les filières les plus prestigieuses et sélectives alors qu'à ce niveau le conformisme des filles devient un handicap là où la distance des garçons par rapport aux verdicts scolaires leur ouvrirait des portes alors même que leurs résultats ne sont pas meilleurs - voire sont moins bons que ceux des filles. Les filles sont donc moins ambitieuses que les garçons. De même pour Pierre BOURDIEU : les différences constatées de réussite scolaire sont naturalisées (à défaut d'être expliquées) et servent de prétexte à la justification de la situation différentielle des femmes et des hommes sur le marché de l'emploi par un subtil renversement de la relation de causalité. Puisqu'en effet, c'est bien la position spécifique des femmes dans la famille et dans le monde professionnel qui est cause par anticipation de l'investissement différentiel des filles dans le domaine éducatif. P. BOURDIEU parlait de "*l'efficacité symbolique du préjugé défavorable socialement institué*", par le fait même que "*les victimes se vouent à leur destin*". Pierre BOURDIEU parlait également de « *l'auto-consentement des dominées* »

Par ailleurs, la socialisation différentielle en fonction des sexes est également à l'origine de parcours professionnels fortement sexués. En plus de l'argument de la socialisation différentielle, les sociologues avancent un autre argument qui relève de la même logique de la domination masculine : l'adéquation formation-emploi. Les filles adapteraient leur formation aux anticipations de leur situation sur le marché de l'emploi et dans la sphère familiale : ainsi s'explique l'auto-exclusion des filles des filières les plus prestigieuses par leurs anticipations des difficultés qui les attendent dans les métiers "masculins", difficultés dans la sphère professionnelle mais aussi dans la sphère familiale. La sociologue Marie DURU-BELLAT parle du "Complexe de Cendrillon".